

**RÉPONSE D'EMMANUEL MACRON
AU QUESTIONNAIRE DU MOUVEMENT ONE**

1/ Mettre fin à la pandémie partout sur la planète

La crise de la Covid-19 a mis la santé mondiale au cœur de l'agenda diplomatique et a permis une prise de conscience collective du manque important de financement et de coordination pour surmonter les défis sanitaires à venir. J'ai été l'un des premiers dirigeants à plaider pour une réponse coordonnée à la crise, au niveau européen et international. Nous avons été le premier pays en avril 2021 à envoyer des vaccins à travers le mécanisme de distribution équitable que nous avons créé : nous tiendrons l'engagement de 120 millions de doses mises à disposition de nos pays partenaires à la mi-2022 et sommes présents sur le terrain pour aider au déploiement des campagnes de vaccination.

Dès avril 2020, j'ai lancé, aux côtés de l'ONU et de l'OMS, **l'initiative ACT-A et sa facilité Covax** afin d'accélérer la recherche de solutions et garantir un accès sûr et universel.

- **L'initiative ACT-A** repose sur **4 piliers** : développer les capacités de diagnostic, concevoir des traitements contre le virus, faire du vaccin un bien public mondial **et renforcer les systèmes de santé dans les pays les plus fragiles. L'inscription de ce dernier pilier dans ACT-A doit essentiellement à la France**, alors que les systèmes de santé constituent un angle mort des grands fonds mondiaux qui dominent l'architecture de santé aux côtés de l'OMS.
- **La facilité COVAX, le volet vaccin de cette initiative, constitue une réponse multilatérale sans précédent à la crise sanitaire.** Elle a pour objectif le développement, la **production et l'accès équitable à des vaccins sûrs contre la Covid-19 à tous les pays, quel que soit leur niveau de revenu.** Un an après sa création, COVAX a **livré 1 milliard de doses** de vaccins dans le monde : c'est un exemple du multilatéralisme par les actes, capable de monter de toute pièce une réponse d'urgence. Nous devons désormais accélérer nos efforts.

La lutte contre la pandémie sur le continent africain doit se faire dans le cadre d'un partenariat de long terme. Nous devons construire les moyens pour le continent africain d'être plus souverain. J'ai annoncé en mai dernier la mise en place d'une stratégie d'investissement associant plusieurs acteurs pour soutenir la fabrication de vaccins en Afrique du Sud ainsi qu'au Sénégal, au Rwanda et dans d'autres pays africains. Comme il ne suffit pas de créer des usines et qu'il faut aussi soutenir en amont la recherche et l'accès aux brevets, la France a porté la création du premier centre de transfert de la technologie ARN messenger en Afrique, en lien avec l'OMS, qui a vocation à essaimer sur tous les continents. Nous avons aussi été derrière l'Europe pour obtenir un accord à l'OMC qui fasse réellement bouger les lignes sur l'accès à la propriété intellectuelle dans les pays qui n'ont pas les moyens d'acheter sur le marché mondial. Le combat que nous menons aujourd'hui ensemble face à

la pandémie est aussi un combat pour demain, dans la durée, pour l'accès de tous les continents aux vaccins, pour la souveraineté sanitaire.

Pour assurer l'anticipation, la préparation et la réponse aux futures crises, nous devons :

- (i) **accroître les financements permettant de renforcer les systèmes de santé nationaux**, notamment les plus fragiles des pays en développement,
- (ii) **renforcer la sécurité sanitaire internationale** en s'assurant que l'OMS ait les moyens d'une réponse coordonnée aux défis de santé publique mondiaux. Il faut pour cela assurer son financement de façon durable et renforcer sa gouvernance, pour que les besoins de tous les pays soient pris en compte

Par ailleurs, **l'Union européenne constitue le premier exportateur de vaccins contre la Covid-19** (1,4 milliards de doses dans 150 pays), le **premier bailleur** de COVAX (3 Mds€) et le **premier donateur** (380 sur 700 millions de doses partagées). L'Europe s'est révélée être un acteur clef de la réponse sanitaire et le succès de « l'équipe Europe » doit se poursuivre.

2/ Investir dans la relance des pays africains

1) Je m'engage à soutenir la relance de l'Afrique en investissant dans les fondements des sociétés africaines afin d'assurer une stabilité propice à la croissance durable :

- Pour les 5 années à venir, la nouvelle loi relative au développement solidarité et à la lutte contre les inégalités mondiales, votée à l'unanimité par le Parlement le 4 août 2021, prévoit que notre aide publique au développement atteindra 0,7% de la richesse nationale. L'Afrique recevra la moitié de ces financements. D'ici à 2027, 10% de notre APD devrait transiter directement par les ONG et les organisations de la société civile.
- Dans tous les pays, il importe de mieux cibler les secteurs clés d'intervention : la santé, l'éducation (en particulier l'éducation de base, l'éducation des filles et la formation des professeurs), l'eau et l'assainissement, l'égalité femmes-hommes, la transition énergétique, la protection de la biodiversité.
- Chaque ministère (Affaires étrangères, Finances, Environnement, Armées, Intérieur, Agriculture, Éducation, Justice, Affaires sociales, Sports, Culture, Outre-mer) sera invité, avec les agences de l'Etat et les collectivités locales - régions, départements, villes - à soutenir des projets de coopération financière ou technique avec nos partenaires du Sud, sous la forme d'échanges d'expertise par exemple ou de mobilité des jeunes.

2) Dans une démarche partenariale, je m'engage également à investir dans la relance économique du continent :

- Une nouvelle ambition sera portée pour accélérer le soutien au secteur privé, à travers notamment les TPE/PME, dans la lignée des engagements du sommet de Paris sur le financement des économies africaines.
- La France a plaidé pour qu'une plus grande partie des droits de tirage spéciaux du FMI puisse bénéficier aux pays africains, afin de financer leurs plans de relance. Nous avons déjà fait le choix de rendre 20% de notre allocation et j'ai proposé, au G7 de juin 2021, que d'autres pays riches fassent de même. L'objectif a été retenu : réallouer 100 milliards de ces DTS vers les pays qui en ont le plus besoin, notamment en Afrique. Nous devons continuer sur cette voie qui permettra de financer des plans de relance et d'investissement durable, dans la santé, l'éducation, la transition écologique ou encore l'emploi des jeunes.
- Je soutiendrai également les investissements européens dans le cadre de l'initiative européenne *Global Gateway*. L'UE compte investir 150 milliards d'euros en Afrique pour accélérer la transition écologique et numérique, la croissance durable et la création d'emplois décents, renforcer les systèmes de santé et améliorer l'éducation et la formation.

3/ Agir d'égal à égal en tant que véritable partenaire du continent africain

L'Afrique ne représente encore que 3% de notre commerce extérieur mais son potentiel est immense. Nos liens historiques, humains, linguistiques, la présence de nos entreprises sont des atouts décisifs à valoriser, face à des puissances qui cherchent à exploiter les ressources de l'Afrique sans se soucier de son développement durable. La culture, la Francophonie, le *soft power*, la connaissance du terrain sont pour cela des atouts stratégiques.

Nous devons faire de l'Afrique une ambition et une chance pour la France. Beaucoup reste à faire, en particulier avec les diasporas africaines, nos jeunes et le secteur privé. Dans les 5 prochaines années, notre priorité sera de poursuivre les objectifs du discours de Ouagadougou de 2017 et de :

- a) **Mettre en œuvre pleinement les conclusions du sommet de Montpellier** et du rapport d'Achille Mbembe, notamment le fonds d'innovation pour la démocratie, la Maison des Mondes africains, la commission d'historiens, la refonte de l'APD vers une approche plus partenariale, la circulation des œuvres d'art ;
- b) Renforcer nos **instituts de recherche**, notre réseau scientifique, notre **coopération numérique et audiovisuelle** sur place pour **mieux connaître et comprendre l'Afrique contemporaine**, ses sociétés et ses cultures. Cette présence et cette valeur ajoutée représentent un atout exceptionnel de la France par rapport aux autres puissances étrangères ;
- c) **Accompagner davantage les entreprises françaises** de toute taille en tenant compte des spécificités africaines (techniquement, *via* un rapprochement entre BPI, Proparco, *Digital Africa*, *Choose Africa* et Expertise France)
- d) **Faire de la France le partenaire économique de la jeunesse africaine**, en développant massivement des **programmes e-learning**, des **Graduate Programmes d'entreprises** pour les jeunes diplômés de l'enseignement supérieur africain et en renforçant **les filières encadrées de**

mobilité pour les étudiants (dans les deux sens), les universitaires, les artistes, les entrepreneurs, les sportifs.

- e) **S'engager davantage dans le soutien à l'éducation, l'enseignement supérieur** (développement de campus sur le continent), la santé et l'emploi des jeunes sur le terrain, non pas pour « conditionner » la politique de développement mais pour créer des opportunités en Afrique ;
- f) **Réconcilier soutien à l'agriculture africaine, lutte contre le changement climatique et protection de la biodiversité.** C'est le sens de mon engagement en faveur du projet de la Grande Muraille Verte au Sahel qui a permis de commencer à agir pour la restauration des terres en Afrique, indispensable pour convaincre des investisseurs privés des opportunités économiques déterminantes de l'agriculture au Sahel. Ce combat est d'autant plus nécessaire avec l'aggravation de l'insécurité alimentaire depuis la pandémie jusqu'aux effets de la guerre en Ukraine. Je poursuivrai mon engagement en faveur de l'élaboration d'une vaste initiative en faveur de la production protéines végétales au sein de la Grande Muraille Verte. Ce projet permettrait de créer des emplois et des compétences, fournirait à la population locale des aliments de qualité et s'intégrerait à des chaînes de valeur internationales.

Par ailleurs, à l'occasion de la PFUE, la France a présidé le sixième Sommet UE-UA qui s'est tenu en février 2022 et a annoncé un partenariat renouvelé et renforcé avec l'Afrique. L'UE souhaite demeurer à tous égards le premier partenaire de l'Afrique sur le plan économique, commercial, mais aussi en matière de sécurité, d'aide publique au développement et au plan humanitaire. Ce sommet coïncide avec mon ambition, annoncée dès mon discours à Ouagadougou en novembre 2017, de construire une relation nouvelle, pensée à la bonne échelle, où *l'Union européenne saura parler et construire avec l'Union africaine et avec l'Afrique tout entière.*